

**Conseil économique et social**

Distr. générale
25 avril 2013
Français
Original: anglais

**Organisation pour
l'alimentation et l'agriculture****Commission économique pour l'Europe****Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture****Comité des forêts et de l'industrie forestière****Commission européenne des forêts****Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie
forestière et des statistiques des forêts****Trente-cinquième session**

Genève, 23-25 avril 2013

Point 9 de l'ordre du jour

Adoption du rapport**Rapport du Groupe de travail mixte FAO/CEE
de l'économie forestière et des statistiques
des forêts sur sa trente-cinquième session****I. Participation**

1. Le Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts a tenu sa trente-cinquième session à Genève du 23 au 25 avril 2013. Y ont participé des délégués des pays suivants: Allemagne, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Canada, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Italie, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse et Turquie.
2. Des représentants de la Commission européenne étaient présents.
3. Les organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales ci-après ont pris part à la session: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT) et Institut forestier européen.
4. Des représentants des organisations non gouvernementales suivantes ont assisté à la session: Fédération européenne des fabricants des panneaux, Institut de technologie des meubles en bois et d'emballage, Association internationale des étudiants en sylviculture, Centre mondial de surveillance des incendies, Centre pour la recherche forestière internationale et Sicpa.

II. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

5. La réunion a été ouverte par M^{me} Elina Mäki-Simola de Finlande, Présidente du Groupe de travail. Le secrétariat a souhaité la bienvenue aux participants et a rendu compte des conclusions et recommandations de la dernière session du Comité du bois (Genève, octobre 2012) qui avaient un rapport avec les travaux du Groupe de travail. Les participants ont aussi été informés que la Commission des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et la FAO avaient conclu un accord de partenariat sur les modalités de la coopération qu'elles entretenaient dans le cadre de la Section CEE/FAO de la forêt et du bois.

6. Après des observations liminaires, la Présidente a présenté l'ordre du jour de la réunion (ECE/TIM/EFC/WP.2/2013/1), qui a été adopté sans amendement.

III. Rapport du séminaire sur «l'innovation dans le secteur forestier» (point 2 de l'ordre du jour)

7. Le secrétariat a rendu compte du séminaire organisé par la Section CEE/FAO de la forêt et du bois avec InnovaWood le 22 avril 2013 sur le thème «L'innovation dans le secteur forestier – une condition préalable pour l'économie verte». Le séminaire a examiné et identifié les cadres stratégiques et juridiques requis pour créer un environnement propice à l'innovation, notamment des stratégies et plans d'action de l'innovation. La réunion a mis l'accent sur l'importance du financement de l'innovation par différentes mesures et instruments, tels que des subventions de faisabilité, une garantie de la dette ou de la participation au capital, ou des services fournis aux entreprises. Le débat a aussi porté sur le transfert des connaissances, le regroupement des institutions de recherche et l'innovation des marchés. L'utilisation du bois dans la construction était en augmentation dans plusieurs pays et était favorisée par de nouveaux règlements de la construction, qui permettaient aussi la construction de bâtiments en bois plus hauts de plusieurs étages.

8. Durant le séminaire, des exemples d'innovation dans divers procédés et produits ont été présentés. Des produits biologiques et biochimiques fabriqués à partir du bois ont été cités comme faisant partie des produits les plus prometteurs pour l'avenir (par exemple, les applications de nanocelluloses). Des obstacles à l'innovation ont été évoqués, notamment les coûts élevés de production et un contexte peu favorable. La gestion du changement, de nouvelles manières de penser ainsi qu'une connaissance approfondie des consommateurs et une analyse des tendances s'imposaient.

9. Dans le débat qui a suivi, les participants au séminaire ont souligné l'importance de l'innovation du marché pour le secteur. Le rôle essentiel de l'efficacité en tant qu'approche novatrice, en particulier par rapport au rôle du bois dans l'appui au bilan carbone, a été rappelé. L'importance d'un financement durable de l'innovation a aussi été soulignée, tout comme le rôle crucial que jouait le logement en matière de promotion de l'innovation dans le secteur.

10. De plus amples informations et tous les exposés faits au séminaire sont disponibles à l'adresse: <http://www.unece.org/forests/wood-innovation2013>.

IV. Les forêts et le développement économique dans la région de la CEE (point 3 de l'ordre du jour)

11. Le secrétariat a présenté une étude publiée récemment et qui avait été lancée lors d'une manifestation parallèle très suivie lors de la dixième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (Istanbul (Turquie), 9 au 18 avril 2013). Le titre de la

publication, qui est le même que le thème du Forum est *Forests and Economic Development* (Forêts et développement économique).

12. Le Groupe de travail a relevé que la publication reflétait la contribution du secteur forestier au développement économique. Se référant aux données figurant dans la publication, le représentant d'Eurostat a informé la réunion que des données plus à jour sur l'énergie provenant du bois pourraient être trouvées sur le site Internet d'Eurostat. L'Institut forestier européen a souligné l'importance de faire connaître l'information relative aux changements structurels que connaissait le secteur, notamment la classification des services et les services liés aux produits et aux forêts, tels que la commercialisation et le transport des produits.

V. Encadrement du domaine d'activité 1: Marchés et statistiques et examen des équipes de spécialistes (point 4 a) de l'ordre du jour)

13. Le Groupe de travail a été informé que la *Revue annuelle du marché des produits forestiers* 2012 avait pu être publiée. En dépit de contraintes importantes en matière financière et de personnel en 2012, la publication a été mise en ligne sur le site Internet au début du mois d'août 2012 et a été imprimée à temps pour la session du Comité. Le secrétariat a remercié la Suisse de son appui financier ainsi que d'autres pays pour leurs contributions en nature et a indiqué que la situation en matière de personnel s'était améliorée, le poste vacant de fonctionnaire chargé des marchés et de la commercialisation des produits forestiers ayant été pourvu et un fonctionnaire supplémentaire étant en passe d'être recruté. Durant le débat qui a suivi, le Groupe de travail a souligné l'importance et le caractère sans équivalent des travaux de la CEE/FAO sur les marchés des produits forestiers et a exhorté le secrétariat à continuer d'accorder une haute priorité à ce domaine d'activité.

14. Le secrétariat a informé le Groupe de travail que la version russe de la dernière *Revue du marché* serait bientôt imprimée, mais a ajouté que la version française semblait être de nouveau en retard. La délégation française a exprimé sa profonde préoccupation, la version en langue française étant déjà dépassée avant sa publication et son impression. Cela était particulièrement inacceptable, la publication étant annuelle et censée analyser les tendances sur le marché. La délégation a exhorté le secrétariat à résoudre cette question avant l'année prochaine.

15. Le secrétariat a présenté une structure révisée de *Revue du marché*. La nouvelle structure tenait compte des changements proposés par l'Équipe de spécialistes des produits forestiers durables. Le Groupe de travail s'est dit satisfait de la structure et du contenu tels que révisés ainsi que de l'approche souple adoptée pour que la structure puisse évoluer et tenir compte de nouveaux domaines d'intérêt et des questions nouvelles. Durant le débat, il a été proposé que, dans le chapitre portant sur l'innovation, l'accent soit moins mis sur les produits innovants et plus sur la création d'un environnement propice à l'innovation. La possibilité de mettre davantage l'accent sur la construction en bois et sur la manière de rendre rentables les constructions en bois modernes a aussi été évoquée.

16. Le Groupe de travail a confirmé que l'ancienne formule de l'élaboration de la déclaration sur les marchés (où la déclaration était rédigée hors des discussions des réunions ordinaires sur les marchés, comme ce fut le cas avant la réunion de la Commission européenne des forêts/Comité du bois de 2011 à Antalya) était plus efficace et mieux adaptée aux besoins de la réunion. Cette formule devrait être retenue pour les discussions sur les marchés devant se dérouler durant Metsä2013, la réunion conjointe de la Commission européenne des forêts de la FAO et du Comité des forêts et de l'industrie

forestière de la CEE, à Rovaniemi (Finlande) en décembre 2013. Il a été rappelé que, en dépit du fait que la réunion se tenait cette année en décembre, la date limite pour la soumission des informations et le calendrier de l'élaboration de la *Revue sur les marchés* demeuraient inchangés.

17. Le secrétariat a indiqué qu'aucun atelier de renforcement des capacités sur la commercialisation des produits forestiers n'avait eu lieu dans des pays à économie en transition durant l'année écoulée, en raison de restrictions touchant les ressources financières et humaines. Le Groupe de travail a souligné l'importance du renforcement des capacités en matière de commercialisation des produits forestiers dans la région de la CEE et a demandé au secrétariat de reprendre cette activité durant l'année à venir. Les délégués ont souligné, en particulier, l'importance du renforcement des capacités visant à accroître l'utilisation du bois dans la construction. Le secrétariat a confirmé que les possibilités qu'elle avait de répondre aux demandes d'ateliers de renforcement des capacités étaient à présent bien meilleures, à la suite de l'amélioration de la situation en matière de personnel, et a invité les pays à fournir une assistance financière pour l'organisation de nouveaux ateliers.

18. Étant donné que la commercialisation peut comprendre une vaste gamme d'activités, le secrétariat a aussi demandé aux pays de l'informer des besoins particuliers qu'ils pourraient avoir. Il a remercié l'Autriche, la Finlande et la Suède de leur appui aux travaux précédents dans le domaine du renforcement des capacités et a invité les pays membres à fournir un appui financier et en nature pour de telles activités.

19. M. Eoin O'Driscoll (Irlande), responsable de l'Équipe de spécialistes des produits forestiers durables, a présenté le mandat de l'équipe et le rôle que celle-ci joue dans l'amélioration de la *Revue sur les marchés*. Il a appelé l'attention sur deux événements importants qui allaient se tenir en 2013, à savoir: a) un atelier sur *21st Century Design in Construction: Solutions meeting Society's Expectations and Environmental Imperatives* (Plans de construction pour le XXI^e siècle: Des solutions pour répondre aux attentes de la société et aux impératifs environnementaux), qui doit se tenir à Bruxelles les 22 et 23 octobre; et b) une manifestation parallèle sur la façon dont étaient perçus les produits forestiers à base de bois, qui se tiendra en marge de Metsa2013.

20. Le secrétariat a présenté les activités qu'il a menées en 2012 dans le domaine des statistiques des produits forestiers et ce qu'il prévoyait de faire en 2013 et dans les années suivantes, notamment la diffusion de données tirées des réponses au questionnaire commun sur le secteur forestier et au questionnaire du Comité du bois. L'attention des participants a été appelée sur le taux de réponse à ces questionnaires, qui constitue un des indicateurs de succès utilisé pour évaluer le succès d'un programme. Le secrétariat a aussi présenté les résultats de la réunion tenue en 2013 par le Groupe de travail intersecrétariats des statistiques du secteur forestier, en même temps que les changements apportés au questionnaire commun sur le secteur forestier de 2012. Les activités menées par la FAO et les partenaires du Groupe de travail intersecrétariats pour réviser le Système harmonisé de classification du commerce pour 2017¹ ont été présentées. Certaines questions liées aux données ont aussi été examinées, notamment une procédure pour les bilans du bois, une évaluation de la fiabilité des statistiques sur les copeaux de bois et les principes de l'établissement d'estimations. Le secrétariat a aussi fourni des informations sur l'utilisation du site Internet CEE/FAO.

¹ Le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises est mis en place par l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

21. La FAO a présenté les activités qu'elle menait, notamment celles concernant l'*Annuaire 2011*, l'*Enquête sur les capacités de la pâte et du papier 2011-2016*, les récents *Faits et chiffres*, l'élaboration en cours de *Situation des forêts du monde 2014* et de *Données sur le papier récupéré 2012*. Elle a fourni les résultats de l'analyse de l'utilisation de FAOSTAT, qui indiquaient que la page sur les forêts du site Internet de FAOSTAT était consultée toutes les deux minutes vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il y a près de 200 000 recherches d'informations dans la base de données sur les forêts. Le nouveau FAOSTAT fournit davantage de fonctions en termes d'analyse et de présentation visuelle. L'atelier national chinois sur les statistiques des produits forestiers organisé au début du mois d'avril avait aidé à recenser et à clarifier un certain nombre de questions, en particulier celles touchant aux coefficients de conversion et aux statistiques du secteur des contreplaqués. Un plan de suivi avait été proposé pour une amélioration des statistiques chinoises des produits forestiers.

22. Les délégations ont exprimé leur appui aux travaux entrepris pour élargir la couverture des produits forestiers dans le Système harmonisé 2017. Plusieurs délégations ont demandé une nouvelle tentative d'inclure les briquettes de façon explicite, compte tenu de l'importance de l'énergie provenant du bois et du développement du commerce de ce produit. Le secrétariat a expliqué que, vu que cette proposition avait été rejetée à la session de mai 2012, il serait difficile pour la FAO et la CEE de la soulever de nouveau. Toutefois, la proposition pourrait être soumise par la délégation d'un pays à l'organe du bois compétent, si une définition appropriée pouvait être élaborée, le secrétariat étant disposé à apporter son concours à cet effet.

23. Les délégations ont aussi demandé des éclaircissements sur les dates limites pour la fourniture des données, la fréquence des échanges de données entre membres du Groupe de travail intersecrétariats, les mises à jour et la cohérence des indicateurs de l'état des données, les données passant d'une base de données à une autre. Bien que les délégations aient jugé difficile de respecter la date limite du 15 mai fixée par le secrétariat pour les données demandées dans le questionnaire commun sur le secteur forestier, elles ont déclaré qu'elles mettraient tout en œuvre pour fournir les données dès que possible. Le secrétariat a indiqué que les données de l'année précédente devaient être fournies dans leur totalité, même si les pays ne pouvaient fournir qu'une partie des données de l'année en cours. En réponse à une question sur la manière d'améliorer les taux de réponse, le secrétariat a précisé qu'il explorerait la possibilité d'améliorer les contacts avec les autorités nationales et de recourir à d'autres sources officielles, notamment en organisant des ateliers nationaux.

24. La structure actuelle des questionnaires sur les points relatifs aux copeaux, aux particules et aux résidus a été acceptée. Une proposition a été faite à l'effet de séparer le bois recyclé des résidus du bois pour rendre plus clairs les flux du bois. Il a aussi été proposé de changer les unités en substituant les tonnes métriques aux mètres cubes. Le secrétariat a indiqué que ces points seraient soumis pour examen au Groupe de travail intersecrétariats.

25. Un appui a été apporté à l'analyse du bilan du bois utilisée pour l'évaluation de l'approvisionnement en bois et le secrétariat a été invité à y apporter une amélioration.

26. Les principaux résultats de l'Enquête commune sur l'énergie provenant du bois ont aussi été présentés. Le secrétariat a remercié les pays d'avoir répondu à l'enquête et s'est également félicité des contributions importantes de plusieurs correspondants destinées à régler des problèmes et à améliorer la programmation des feuilles de calcul. Le format mis à jour des fiches de renseignements de l'Enquête commune sur l'énergie provenant du bois a été bien accueilli par le Groupe de travail. Des délégations ont mentionné la contribution de l'atelier tenu à Paris en juin 2012 en vue d'améliorer la compréhension de la méthodologie, accroître la prise de conscience de la nécessité de disposer de meilleures données et élargir les réseaux d'experts et de parties prenantes. Le secrétariat a exprimé sa

gratitude au Gouvernement français d'avoir accueilli l'atelier et fourni une assistance financière qui a permis la participation d'un grand nombre de pays. Plusieurs pays ont exprimé le souhait d'accueillir un atelier du même genre dans un avenir proche. En outre, des délégations ont proposé l'utilisation des données collectées pour une publication qui expliquerait le processus de collecte des données et analyserait les tendances de l'offre et de la demande de l'énergie provenant du bois. L'idéal serait que la publication contienne aussi des éléments tels que les études de cas nationaux portant sur la collecte de données relatives à l'énergie provenant du bois présentées à l'atelier de renforcement des capacités. Le Groupe de travail a demandé à la Section CEE/FAO de la forêt et du bois d'établir cette publication, sous réserve que des fonds soient disponibles.

27. Les délégués du Groupe de travail ont examiné le processus en cours de l'Enquête commune sur l'énergie provenant du bois, notamment la date limite proche de novembre. Pour de nombreux pays, les statistiques officielles ne sont disponibles qu'aux environs du premier trimestre de l'année, c'est-à-dire après la date limite officielle fixée pour la soumission des données. En outre, la ventilation des données entre secteurs particuliers a été mentionnée comme représentant une difficulté pour certains pays. Le secrétariat a répondu en faisant preuve de souplesse sur la date limite de soumission et en offrant son aide aux pays qui avaient des difficultés à soumettre des données. Le Groupe de travail a décidé d'utiliser des estimations en cas d'absence de réponses afin de faciliter des comparaisons d'une année sur l'autre.

28. Des amendements et ajouts ont été proposés pour les prochains cycles de l'Enquête commune sur l'énergie provenant du bois. Compte tenu du rôle croissant des biocarburants liquides de deuxième génération en tant que combustible pour le transport, il a été proposé d'accroître les possibilités de faire rapport sur ces biocarburants dans le prochain questionnaire. Des participants ont aussi exprimé le souhait que soit mis au point un indicateur pour l'utilisation en cascade de la biomasse ligneuse. Le secrétariat a dit être disposé à s'occuper de ces questions en étroite coopération avec les spécialistes et qu'une équipe de spécialistes des questions de l'énergie provenant du bois pourrait être constituée à cet effet. Enfin, la Commission européenne a offert son assistance et son appui s'agissant d'un certain nombre de questions, notamment les données sur les écorces et les sous-produits solides ainsi que la consommation par les ménages de l'énergie provenant du bois.

VI. Encadrement du domaine d'activité 2: Évaluation des ressources forestières (point 4 b) de l'ordre du jour)

29. Le secrétariat a fourni un aperçu du processus d'évaluation collaborative des ressources forestières mondiales 2015, piloté par FAO Rome, y compris des éléments et des jalons majeurs. Pour la première fois, l'établissement de rapports mondiaux serait mené parallèlement à celui de rapports sur les indicateurs quantitatifs paneuropéens. Les questionnaires mondial et régional seraient de nature complémentaire, c'est-à-dire qu'il n'y aura pas répétition de questions. La Section CEE/FAO de la forêt et du bois était chargée d'organiser l'établissement de rapports et d'aider les 54 pays de la région de la CEE, y compris les 46 pays qui participent à Forest Europe, à répondre au questionnaire régional. La date limite pour terminer la rédaction des rapports nationaux est la fin de 2013.

30. Le secrétariat a aussi fourni au Groupe de travail des informations à jour sur la coopération entre organisations et processus s'occupant de l'établissement de rapports et d'évaluations concernant les ressources forestières. Des ateliers internationaux consacrés à ce sujet avaient été organisés en 2012 aux États-Unis et au Japon. Outre sa participation à ces ateliers, la Section a poursuivi sa collaboration avec les partenaires régionaux et avait entamé une coopération avec le Processus de Montréal.

31. Le Groupe de travail a été informé de l'état de la coopération relative à la situation des forêts en Europe 2015 entre la Section CEE/FAO de la forêt et du bois et l'Unité de liaison de Forest Europe à Madrid, et de la nécessité de parvenir à un accord entre les deux entités sur la répartition du travail d'élaboration de l'*État des forêts en Europe*. Les participants ont mis en exergue les avantages à tirer du travail fait conjointement sur les rapports paneuropéens et ont exhorté la Section, et invité l'Unité de liaison, à mettre la dernière main à l'accord avant la session spéciale du Comité des forêts et de l'industrie forestière devant se tenir à la mi-juin, aux fins d'une poursuite de leur coopération. Les participants ont aussi exhorté la Section à poursuivre le travail sur l'établissement de rapports relatifs aux indicateurs quantitatifs et à rendre compte à la session spéciale. L'Estonie a offert de saisir Forest Europe de la question pour y trouver une solution.

32. En réponse à la question, le secrétariat a rappelé que la Section CEE/FAO de la forêt et du bois et l'Unité de liaison de Forest Europe à Madrid avaient reçu de leur organisme de tutelle un mandat paneuropéen concernant l'élaboration de rapports. Le secrétariat a remercié les délégations de leur appui au rôle de la Section conjointe CEE/FAO dans cette entreprise et a dit être disposé à conclure un accord avec l'Unité de liaison dès que possible. Il a aussi informé le Groupe de travail que les questions liées aux droits d'auteur, découlant de l'intervention des Nations Unies, devraient être d'application à la publication finale. Ces questions devraient être résolues entre l'Unité de liaison et l'autorité des Nations Unies en charge des publications.

33. Répondant à une question concernant les domaines de référence dans l'élaboration de rapports paneuropéens, le secrétariat a expliqué que ces domaines étaient définis par les indicateurs paneuropéens, qui spécifiaient clairement si une information était demandée ou non pour les forêts ou d'autres espaces boisés. Les années de référence dans l'élaboration de rapports paneuropéens étaient en conformité avec celles utilisées dans l'évaluation mondiale et le secrétariat avait peu d'influence sur la manière dont les pays liaient leurs données à ces années de référence. Conformément aux dispositions préliminaires prises, l'élaboration de rapports sur les indicateurs quantitatifs serait coordonnée par l'Unité de liaison de Madrid et était envisagée pour 2014. Les participants ont aussi été informés du processus de consultation avec les pays et organisations au sujet du questionnaire paneuropéen sur les indicateurs quantitatifs. Répondant à une question, le secrétariat a expliqué que le questionnaire était entièrement conforme aux indicateurs paneuropéens (conformément à la décision prise en la matière à Vienne en 2003) et tous faits nouveaux se limiteraient à des termes, à la classification, à des définitions et aux aspects techniques de l'élaboration des rapports.

34. M. Johannes Hangler (Autriche), responsable adjoint de l'Équipe de spécialistes de la surveillance de la gestion durable des forêts, a rendu compte des activités menées par l'Équipe depuis la dernière session du Groupe de travail. Les travaux avaient consisté notamment en la tenue de deux réunions ordinaires de l'Équipe et de plusieurs réunions thématiques pour préparer l'élaboration de rapports mondiaux et régionaux.

35. M. Kit Prins a présenté la méthode proposée pour l'évaluation de la durabilité dans la gestion des forêts et les raisons de la mise au point de la méthode. Parmi ses raisons figuraient l'emploi de la méthode pour favoriser la prise de décisions fondées sur des faits, pour démontrer la confiance et la force du secteur, pour améliorer la communication et pour placer les données quantitatives dans leur contexte. La méthode avait été mise au point par l'Équipe de spécialistes avec l'intention de l'appliquer à titre expérimental dans l'élaboration de la prochaine édition de l'*État des forêts en Europe*.

36. Il a informé le Groupe de travail des principales nouveautés apportées par la méthode, qui est à présent considérée comme un outil interactif pour l'élaboration de rapports et la communication avec les pays, et qui renforce considérablement le rôle et les responsabilités des correspondants concernant la qualité, l'analyse et la politique des

données. La méthode avait été mise au point sur la base des indicateurs paneuropéens de gestion durable des forêts. Afin de rendre l'évaluation plus significative, trois types de paramètres avaient été établis: évaluation, contexte et évolution générale. Les indicateurs d'évaluation sont utilisés pour identifier de possibles domaines de préoccupation, menant à un dialogue avec les correspondants nationaux, qui est déclenché lorsque les indicateurs d'évaluation atteignent les niveaux d'alerte.

37. Les délégations ont exprimé leur appui à la méthode et leur satisfaction à son sujet en tant que pas en avant, et ont reconnu le progrès que constituait le travail accompli. La méthode était maintenant plus interactive et plus ouverte à tous, tout en restant global et objectif. Les participants ont fait observer que beaucoup restait à faire; toutefois, la méthode était considérée comme un pas important vers une réponse à la question majeure que se posait le secteur de savoir si la gestion des forêts pouvait être durable. Bien qu'une réponse doive encore être apportée à de nombreuses questions avant l'application de la méthode de façon permanente, les délégations ont apporté leur soutien à l'idée de la mise en œuvre de celle-ci à titre expérimental en tant que moyen d'initiation à la méthode, de savoir si elle est applicable et d'en apprendre sur les résultats du processus.

38. En réponse aux questions, le secrétariat a expliqué que le problème de l'échelle était considéré comme important et il existait une marge d'amélioration pour rendre le processus plus utile. Toutefois, étant donné que l'élaboration de rapports ne se faisait qu'au niveau pays uniquement, des délégations ont proposé que la méthode soit seulement testée à ce niveau-là. Des valeurs pour les niveaux d'alerte avaient été définies en discutant avec les membres de l'Équipe de spécialistes. En outre, la méthode n'envisageait pas l'établissement d'un ordre de priorité entre les indicateurs ou de combinaison de ceux-ci. Tous les indicateurs avaient le même poids.

39. En raison principalement de la disponibilité des données, la méthode n'a mis l'accent que sur les forêts et pas sur les autres espaces boisés. La majorité des paramètres étaient liés aux changements des valeurs mesurées, tandis que certains d'entre eux comportaient des seuils absolus, établis sur la base de discussions avec des experts. On a noté qu'il avait été proposé de tester la méthode en une seule fois; toutefois, si la décision devait être prise de continuer à utiliser la méthode, il était envisagé de répéter l'évaluation au moins dans des cycles quinquennaux, en suivant les cycles d'établissement des rapports d'évaluation des ressources forestières.

40. Les délégations ont souligné l'importance du rôle des experts nationaux dans ce processus et ont fait observer que des consultations avec les correspondants nationaux chargés de l'établissement de rapports sur les indicateurs quantitatifs ne suffiraient pas. De ce fait, elles ont préconisé l'association des spécialistes nationaux, notamment des responsables de la conception et de l'application des politiques. Les participants ont souligné la nécessité de consacrer suffisamment de temps et de ressources à la communication et aux consultations, y compris sur un plan interne dans les pays, de même qu'à l'analyse des informations collectées. La communication avec les pays revêtait une grande importance, et l'atteinte des seuils de niveau d'alerte ne constituait que le point de départ du dialogue au niveau pays. Par ailleurs, les experts nationaux devraient être informés de la manière dont les données seraient utilisées avant qu'ils n'aient mené à son terme le processus d'établissement des rapports nationaux relatifs aux données.

41. La possible pertinence de la méthode proposée pour les travaux relatifs à l'Accord juridiquement contraignant sur les forêts d'Europe en cours de négociation a été relevée; toutefois, à ce stade, l'application de la méthode était clairement considérée comme une activité indépendante, autonome. Les autres utilisateurs seraient libres d'employer la méthode s'ils la trouvaient applicable et pertinente.

42. Le secrétariat a invité les délégations à formuler d'autres observations sur la méthode et l'application du processus en lui adressant des courriels à la mi-mai au plus tard. Les contributions reçues seraient utilisées pour la mise au point de la version révisée de la méthode qui allait être soumise à Metsä2013 en décembre 2013. Le Groupe de travail a conclu qu'il était possible et souhaitable d'adopter une méthode objective et crédible pour l'évaluation de la gestion durable des forêts, et a accueilli favorablement la proposition de poursuivre l'exercice à titre expérimental en relation avec la prochaine édition du rapport sur l'*État des forêts en Europe*.

VII. Encadrement du domaine d'activité 3: Études sur les perspectives du secteur forestier (point 4 c) de l'ordre du jour)

43. Le secrétariat a présenté les conclusions de la réunion des Amis des perspectives tenue le 16 octobre 2012, lors de laquelle les partenaires stratégiques ont exprimé leur souhait d'intensifier leur coopération. Il a aussi présenté les résultats de la première réunion du Comité directeur de l'Accord de partenariat entre la CEE et la FAO pour la mise en œuvre de leur programme de travail intégré sur les questions liées aux forêts, tenue le 15 janvier 2013, et lors de laquelle il avait été proposé d'entreprendre une étude de faisabilité pour le prochain cycle d'études sur les perspectives dans la région.

44. Les délégations ont mis l'accent sur la nécessité de poursuivre les efforts dans ce domaine d'activité. L'Institut forestier européen et Eurostat ont confirmé leur intérêt pour l'exercice et ont offert leur appui. La pertinence de l'association du Centre commun de recherche de l'UE à l'exercice a aussi été relevée. Les études sur les perspectives nécessitaient une révision constante: d'un point de vue méthodologique, pour tirer profit des dernières données, des derniers outils et approches de modélisation à mesure qu'ils deviennent disponibles et, du point de vue du fond, afin de s'attaquer aux questions nouvelles affectant le secteur des forêts. Des délégations ont préconisé que dans les futures études sur les perspectives, les données relatives à la modélisation soient complétées par des avis et perspectives d'experts sur les questions nouvelles comme les produits du bois novateurs et les biocarburants de deuxième génération.

45. Des délégations ont souligné la nécessité urgente de mener une étude sur les questions nouvelles, pour s'attaquer aux changements structurels dans le secteur. Il a été proposé par ailleurs que l'Équipe de spécialistes, outre la mise au point des prochaines perspectives, puisse aussi élargir son action à la mise au point d'études plus ciblées et par secteurs. Certaines délégations ont aussi souligné la nécessité de parvenir à des résultats qui soient utiles aux niveaux tant national que régional. Une approche ascendante a donc été proposée, par laquelle les experts nationaux, employant une même méthode et tenant compte des spécificités et des circonstances nationales, mettraient au point les perspectives nationales devant être intégrées dans une étude portant sur l'ensemble de la région. Ce serait là répondre aussi à l'appel tendant à une participation des correspondants et experts nationaux.

46. La création d'un groupe informel des Amis des perspectives a été accueillie favorablement. Le secrétariat a aussi apporté des éclaircissements sur la relation entre les Amis des perspectives et l'Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier. Les Amis des perspectives constituaient un groupe informel rassemblant les principales organisations s'occupant ponctuellement des perspectives dans la région paneuropéenne pour donner des avis et avoir des discussions sur les questions de perspectives stratégiques, notamment la mutualisation des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires.

L'Équipe reste le principal interlocuteur du secrétariat, des experts internationaux et des États membres, par l'intermédiaire des correspondants et experts nationaux de ceux-ci².

47. Aucune recommandation définitive n'a été faite s'agissant d'un calendrier indicatif pour le prochain cycle d'études sur les perspectives. Toutefois, les délégations ont souligné la nécessité de mener une étude sur les perspectives après la publication des données de l'évaluation des ressources forestières mondiales 2015. Le Groupe de travail a recommandé que l'Équipe, de même que les décideurs et les Amis des perspectives, se réunissent en marge de Metsä2013 en décembre 2013 pour examiner plus avant la question.

VIII. Encadrement du domaine d'activité 4: Aspects sociaux et culturels (point 4 d) de l'ordre du jour)

48. Le Groupe de travail a pris note des activités du Réseau commun d'experts CEE/FAO/OIT chargé de mettre en œuvre la gestion durable des forêts et, en particulier de l'organisation d'un séminaire sur les effets des changements climatiques sur les forêts, qui doit se tenir le 11 décembre 2013 à Metsä2013. Le secrétariat a exprimé des regrets au nom du responsable et du responsable adjoint du Réseau commun d'experts qui n'avaient pas pu assister à la réunion du Groupe de travail en raison d'autres engagements.

IX. Encadrement du domaine d'activité 5: Questions de politique générale et questions intersectorielles (point 4 e) de l'ordre du jour)

49. Le secrétariat a informé les délégations des derniers faits nouveaux concernant la mise au point du Plan d'action relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte. Le projet de Plan d'action allait être examiné par la session spéciale de juin 2013 et on s'attendait à ce qu'il soit adopté à Metsä2013.

50. Le Groupe de travail a été informé que quatre dialogues sur la politique forestière nationale avaient été organisés en 2011 et 2012 en France, Suisse, Pologne et Fédération de Russie. En outre, une série de réunions bilatérales avec des parties prenantes concernées du secteur forestier suédois a été organisée en Suède. Les dialogues sur la politique forestière nationale ont été des occasions de faire mieux connaître les résultats de la Section dans ces pays et leur a donné une plus grande visibilité; ils ont été aussi des occasions pour la Section de recueillir des informations sur les attentes des acteurs nationaux concernant le Programme de travail CEE/FAO. Par ailleurs, la Finlande a partagé son expérience positive relative à ce genre d'exercice et a mis en évidence le bénéfice qu'elle avait tiré du dialogue sur la politique forestière nationale en Pologne.

51. Le Groupe de travail a été informé des derniers faits intervenus et du travail en cours dans la préparation de la Semaine européenne des forêts 2013. La Semaine sera organisée du 9 au 13 décembre, afin de mettre davantage en lumière l'importance des forêts pour notre environnement et pour nos sociétés, et les réalisations de la communauté forestière. Elle sera organisée parallèlement à Metsä2013. Elle sera célébrée à travers toute l'Europe, avec des manifestations spéciales à Rovaniemi, capitale de la Semaine européenne des forêts 2013.

² Un certain nombre de propositions concernant les études sur les perspectives ont été faites durant l'examen du point 6 de l'ordre du jour et figurent au paragraphe 70 du présent rapport.

52. Le secrétariat a exposé les raisons qui avaient conduit à l'organisation de la Semaine européenne des forêts 2013, les objectifs essentiels et les principaux messages de la Semaine. Il a aussi expliqué qu'une note d'information sur Metsä2013 et la Semaine allait être publiée en mai, et contiendrait une série de détails logistiques et organisationnels destinés aux parties prenantes souhaitant participer à la session conjointe du Comité et de la Commission, et/ou souhaitant organiser des manifestations et réunions parallèles ou des réunions d'organismes de tutelle durant la Semaine, que ce soit au lieu de la réunion Metsä à Rovaniemi (Finlande) ou ailleurs en Europe. En sus de la note d'information, une lettre officielle rédigée au nom de la CEE et de la FAO, et en partenariat avec les 15 organisations³ qui ont pris part le 19 février 2013 à la réunion préparatoire de la Semaine, allait être envoyée sous peu aux chefs de délégations forestières après la signature de l'accord de siège. Le Groupe de travail a été encouragé à promouvoir la Semaine et à identifier les possibilités d'atteindre d'autres secteurs et d'améliorer les interrelations et interactions entre secteurs. Comme suite à une demande des représentants, le secrétariat, en concertation avec le pays hôte, fournira une liste d'hôtels à Rovaniemi ainsi que des renseignements supplémentaires sur la date à laquelle commencera l'inscription des participants à Metsä.

53. Le secrétariat a fait un exposé sur le prochain projet de renforcement des capacités, «Gestion durable des forêts dans une économie verte dans le Caucase et l'Asie centrale», financé par la huitième tranche du Compte de l'ONU pour le développement.

54. Ce projet devrait aider huit pays à combler des déficits de capacités cruciaux et à surmonter ces difficultés dans le domaine du développement par la fourniture de connaissances, le renforcement des capacités, l'octroi de supports pédagogiques et la fourniture de services consultatifs sur:

- a) Le renforcement des politiques et institutions du secteur forestier pour régler la question de savoir comment une gestion durable des forêts pourrait contribuer à l'avènement d'une économie verte et à l'atténuation des effets des changements climatiques;
- b) L'élaboration de plans d'action et la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts dans trois pays pilotes;
- c) La promotion de produits forestiers durables, notamment pour la production de la bioénergie.

55. Les groupes cibles seraient les fonctionnaires des ministères en charge des forêts et des institutions connexes. Le projet aiderait à développer les capacités principalement au niveau national, mais toucherait aussi le niveau local, pour faire en sorte que le personnel des administrations forestières et des administrations connexes soit formé et soit conseillé sur la manière de demander un plus grand appui. Cela allait être fait au moyen d'ateliers de formation adaptés aux besoins et tenant compte du contenu utilisé sur le plan national. On s'attendait à ce que la mise en œuvre commence à la mi-2013 et s'étende sur une période de deux années.

³ Association des forêts d'État européennes, Association internationale des étudiants en sylviculture, Commission des Nations Unies pour l'Europe (CEE), Confédération européenne des propriétaires forestiers, Confédération des industries papetières européennes, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, Forest Europe, Forest Stewardship Council, Institut forestier européen, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme de reconnaissance des certifications forestières, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ), Réseau environnement de Genève, Réseau européen des entrepreneurs forestiers et Union internationale des instituts de recherche forestière.

56. Le secrétariat a présenté le projet «Sauvegarde de la gestion durable des forêts dans la région de la CEE grâce à la coopération internationale dans la lutte contre les incendies de forêts», financé par l'Allemagne. L'objectif du projet était d'aider les États membres de la CEE, et en particulier ceux qui avaient une économie en transition, à faire face aux menaces que représentaient les incendies de forêts et d'appuyer une gestion durable des forêts. Par conséquent, des réglementations juridiques ou des protocoles, ou encore des directives volontaires et largement acceptées étaient nécessaires pour faire en sorte que des interventions rapides, efficaces et sûres de caractère multinational aient lieu.

57. Les bénéficiaires du projet étaient les pays de l'Europe de l'Est, du Caucase et de l'Asie centrale ainsi que d'autres pays de la région de la CEE. Le groupe cible comprenait des experts en gestion des incendies de forêts, des décideurs, des responsables gouvernementaux, les chercheurs et les ONG des États membres de la CEE et, en particulier, ceux qui connaissaient de graves problèmes d'incendies de forêts.

58. Le projet avait démarré en mars 2013 et devait s'achever en juillet 2014. Au nombre de ses activités figurent celles qui suivent:

- a) Étude (analyse) des problèmes d'incendies de forêts contemporains et attendus dans la région de la CEE;
- b) Élaboration d'un Livre blanc sur l'état de la gestion des incendies et des feux de forêts, et d'autres ressources végétales dans la région de la CEE;
- c) Élaboration de directives précises ou d'instructions permanentes pour la coopération internationale dans le domaine de la gestion des incendies;
- d) Préparation et organisation à Genève du 27 au 29 novembre 2013 d'un Forum régional CEE/FAO sur la lutte transfrontière contre les feux.

59. L'un et l'autre projets ont été accueillis favorablement par les délégations, qui en ont souligné la pertinence et l'opportunité dans le contexte du renforcement des capacités si nécessaire dans les pays du Caucase et de l'Asie centrale, en particulier pour la fourniture des statistiques forestières et pour le problème de la lutte contre les incendies de forêts dans un contexte de changements climatiques.

60. M. Johann Goldammer (Allemagne), responsable de l'Équipe de spécialistes des incendies de forêts, a rendu compte des travaux et réalisations de l'Équipe. Le Groupe de travail a exprimé son appréciation et s'est dit satisfait des travaux de l'Équipe qui, sous la direction avisée de son responsable, s'était attachée à donner forme aux travaux sur les incendies de forêts, non seulement dans la région, mais aussi à l'échelle mondiale, à travers la création du Centre mondial de surveillance des incendies. Étant donné que l'Équipe avait réussi à atteindre ses objectifs et du fait que le Centre était à présent créé et fonctionnait bien, la proposition avait été faite de dissoudre l'Équipe. Les avis ont divergé, toutefois, sur cette question. Des délégations ont fait observer que des normes de présentation de données significatives étaient nécessaires. Le responsable de l'Équipe a estimé que mettre fin aux travaux de l'Équipe était une option possible, sous réserve que les travaux à l'échelle mondiale puissent bénéficier du même type de légitimité et du même soutien que ceux dont avait bénéficié l'action régionale durant les dernières années sous l'égide de la CEE/FAO.

61. En l'absence d'un représentant de l'Équipe de spécialistes de la politique forestière en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale, le secrétariat a fait savoir qu'aucune activité de cette Équipe n'avait été menée en raison du manque de fonds et d'experts. Le responsable de l'Équipe recommandait une révision du mandat de l'Équipe.

62. Le secrétariat a informé le Groupe de travail que le responsable de l'Équipe du Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier n'avait pas pu assister à la réunion, mais qu'un rapport d'activités détaillé de l'Équipe avait été soumis au secrétariat et pouvait être consulté sur le site Internet.

X. Auto-évaluation du Groupe de travail (point 5 de l'ordre du jour)

63. Le mandat actuel du Groupe de travail avait été approuvé en 2011, par le Comité du bois de la CEE/Commission européenne des forêts de la FAO étant entendu qu'il serait révisé après deux ans. Conformément à la décision, le Groupe de travail, à sa trente-quatrième réunion, avait été invité à procéder à une auto-évaluation, qu'il avait décidé d'entreprendre durant sa trente-cinquième réunion. L'auto-évaluation devrait déterminer si le Groupe de travail estimait qu'il menait son mandat avec succès et qu'il avait la capacité appropriée pour ce faire.

64. Afin d'assurer une auto-évaluation participative, le secrétariat (après consultation avec la Présidente et les Vice-Présidents) a proposé que le Groupe de travail se scinde en quatre groupes. Chaque groupe a été invité à examiner la question suivante: «Dans quelle mesure le Groupe de travail remplit-il bien son mandat?». La réponse a été donnée à cette question en utilisant la technique de la «formule H», qui est conçue pour susciter un nombre maximum d'observations et les rassembler de manière constructive. Les recommandations formulées par les quatre groupes ont été recueillies et regroupées par thèmes avant d'être présentées à la session plénière pour consolider les observations et mettre au point les résultats.

65. Les recommandations ont été regroupées en cinq groupes thématiques couvrant le mandat du Groupe de travail, à savoir: organisation, travail avec d'autres organisations et organismes, statistiques et études sur les perspectives (voir annexe). De façon générale, les participants ont souligné la nécessité d'adopter une approche précoce et plus participative à l'établissement de l'ordre du jour du Groupe de travail, afin de pouvoir tenir compte de propositions d'intérêt commun. Une nouvelle formule devrait favoriser la tenue de discussions et de débats plus approfondis, qui contribueraient aux travaux des équipes de spécialistes et au programme de travail intégré CEE/FAO.

66. Les résultats de l'auto-évaluation seront soumis à l'examen de la session spéciale du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE (à Genève, les 17 et 18 juin 2013). Les résultats de la session spéciale seront ensuite soumis à Metsä2013.

XI. Mandat des équipes de spécialistes existantes et proposées (point 6 de l'ordre du jour)

67. Le secrétariat a présenté le projet de directives pour les équipes de spécialistes de la CEE/FAO, qui avaient été élaborées à la demande des bureaux conjoints CEE/FAO. Des délégations ont proposé d'introduire de la souplesse dans la mise en œuvre des directives dans des circonstances exceptionnelles (par exemple, le remplacement à des réunions d'un responsable d'équipe par un responsable adjoint). De plus, si la proposition tendant à conserver la limitation du mandat de responsable à deux ans a été bien accueillie, des participants ont aussi souligné qu'il fallait permettre, dans certaines conditions, la possibilité d'une réélection du même responsable pour un autre mandat. Le Groupe de travail a proposé d'amender les directives pour les équipes de spécialistes afin de permettre la création de sous-groupes chargés de tâches précises.

68. En réponse à une demande du Groupe de travail, le secrétariat a confirmé que de nouveaux membres pourraient être nommés à tout moment par les pays membres. Le secrétariat allait activement inviter les pays à nommer des membres dans les différentes équipes de spécialistes après l'approbation définitive du Comité des forêts et de l'industrie forestière. En outre, rappelant les contraintes financières qui ont souvent empêché certaines délégations de participer aux réunions, des délégations ont proposé le recours aux moyens électroniques chaque fois que possible. Le Groupe de travail a endossé les directives en y incluant les propositions susvisées. Le projet modifié des directives sera soumis en juin à l'examen de la session spéciale du Comité et de la Commission européenne des forêts.

Équipe de spécialistes des produits forestiers durables et Équipe de spécialistes de la surveillance de la gestion durable des forêts

69. Les secrétaires des équipes existantes de spécialistes ont ensuite apporté des changements dans le mandat de leurs équipes. Le mandat des deux équipes ci-après a été entériné sans amendement ou avec des amendements mineurs qui allaient être reflétés dans le projet qui sera présenté à la session spéciale du Comité devant se tenir à Genève les 17 et 18 juin 2013:

- a) Équipe de spécialistes des produits forestiers durables;
- b) Équipe de spécialistes de la surveillance de la gestion durable des forêts.

Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier

70. Le Groupe de travail a entériné la poursuite des travaux de l'Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier et a proposé que ce mandat puisse être modifié pour étoffer les fonctions de l'Équipe, afin:

- a) De ne pas limiter les résultats des études sur les perspectives au débat traditionnel sur la demande et l'offre;
- b) De souligner l'importance économique du secteur, notamment les faits les plus récents, les questions nouvelles;
- c) D'élargir la méthodologie, les outils, les méthodes et les approches servant à appuyer les études sur les perspectives et les autres études;
- d) D'assurer un suivi des faits nouveaux survenant dans les études sur les perspectives ou dans des études similaires (comme des scénarios ou la «prospective») entreprises dans le cadre d'autres processus et institutions ou à l'échelon national;
- e) D'améliorer les statistiques qui étayent les études;
- f) De s'occuper de la modélisation pour les changements climatiques;
- g) D'accroître la participation d'experts nationaux à la phase préparatoire.

La proposition a été faite de changer le nom de l'Équipe en «Équipe de spécialistes des études sur les perspectives du secteur forestier».

Équipe de spécialistes de la politique forestière

71. Le Groupe de travail a entériné la poursuite des travaux de l'Équipe de spécialistes de la politique forestière et a proposé que le mandat soit modifié pour:

- a) Inclure une référence à l'accent mis sur les activités de renforcement des capacités en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale;
- b) Inclure une référence claire aux dialogues sur la politique forestière nationale.

Le Groupe de travail a souligné la nécessité de mobiliser un financement pour appuyer les activités de l'Équipe. À cet égard, des participants ont relevé que le projet du Compte de l'ONU pour le développement pourrait fournir une assistance pour engager des experts originaires du Caucase et de l'Asie centrale. L'Institut européen des forêts a exprimé son souhait de participer et de contribuer aux travaux de l'Équipe, en particulier à travers les travaux de ThinkForest.

Équipe de spécialistes de la communication dans le secteur forestier
(Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier)

72. Le Groupe de travail a entériné la poursuite des travaux de l'Équipe de spécialistes de la communication dans le secteur forestier, et a proposé que le mandat soit modifié pour:

- a) Assurer la fourniture d'un appui aux travaux du Groupe de travail et des autres équipes de spécialistes dans le domaine de la communication;
- b) Inclure les travaux sur l'établissement de rapports relatifs aux travaux de communication extérieure intéressant les forêts;
- c) Partager les procédés de communication de la société civile et leur action, en particulier au moment de mener l'enquête;
- d) Proposer la possibilité d'établir les fiches d'information en 2014.

Étant donné que la prochaine réunion de l'Équipe allait se tenir fin mai et que certaines de ces propositions pourraient avoir des incidences financières, les propositions allaient être examinées avec la réunion et pourraient être incluses dans la version révisée devant être examinée en juin 2013.

73. Le Groupe de travail a entériné la poursuite des travaux de l'Équipe de spécialistes des emplois verts dans le secteur forestier (Réseau conjoint d'experts OIT/CEE/FAO sur les emplois verts dans le secteur forestier). La proposition a été faite que le mandat soit modifié pour y inclure la mention de l'enseignement supérieur en foresterie ainsi que la nécessité de s'attaquer au peu d'attrait du secteur chez les jeunes. Le Groupe de travail a souligné la pertinence de cette Équipe dans le cadre de l'économie verte.

74. L'UE et l'Institut forestier européen ont exprimé leur soutien et leur souhait d'être associés. L'Organisation internationale du Travail a exprimé son soutien aux travaux de l'Équipe et a informé la réunion qu'elle avait élaboré une série de publications et de données dont l'Équipe pourrait se servir dans ses travaux.

Équipe de spécialistes des incendies de forêts

75. Revenant à la question des travaux de cette Équipe de spécialistes, le Groupe de travail a recommandé la poursuite des travaux de cette Équipe jusqu'en juillet 2014 pour permettre l'achèvement du projet «Sauvegarde d'une gestion durable des forêts dans la région de la CEE grâce à la coopération internationale dans la lutte contre les incendies de forêts».

76. Le secrétariat a ensuite présenté les propositions du Bureau et en tenant compte de l'examen stratégique, pour trois nouvelles équipes de spécialistes.

Équipe de spécialistes des statistiques des produits forestiers

77. Des délégations ont fait observer que la décision relative à la création de cette Équipe était intimement liée à la décision relative au rôle du Groupe de travail. Si le Comité et la Commission venaient à décider que le rôle du Groupe de travail était principalement de coordonner les travaux des Équipes, le Groupe de travail serait en faveur de la création de cette Équipe de spécialistes, parce qu'il y aurait un besoin de s'occuper séparément du

travail statistique. À cet égard, certains participants ont exprimé leur ferme appui à la proposition du Groupe de travail tendant à mettre l'accent sur les fonctions de coordination.

78. Le Groupe de travail a souligné la nécessité de coordonner les travaux de cette Équipe de spécialistes avec ceux de l'Équipe de spécialistes des produits forestiers durables ainsi qu'avec ceux de l'Équipe de spécialistes de l'énergie provenant du bois dont la création a été proposée. Il a aussi souligné l'importance que les statistiques des produits forestiers et l'énergie provenant du bois revêtaient dans la publication de la *Revue du marché*. Il a débattu de la manière dont les travaux de ces trois équipes pourraient être coordonnés dans le groupe thématique «produits forestiers durables», en s'assurant que les équipes restent indépendantes dans leur nature tout en veillant à leur coordination et à l'établissement de synergies entre elles. Les participants ont décidé que, à cette fin, les réunions devraient être organisées les unes immédiatement après les autres pour permettre aux experts de prendre part aux réunions pertinentes. Pour ce qui est de l'Équipe de spécialistes des statistiques des produits forestiers, des liens clairs devraient être établis entre elle et d'autres groupes, comme le Groupe de travail de l'Eurostat sur les statistiques forestières.

Équipe de spécialistes de l'énergie provenant du bois

79. Le Groupe de travail a appuyé l'idée de la création de cette Équipe de spécialistes, en tenant compte des propositions de coopération susmentionnées, afin d'inclure les travaux de cette Équipe dans le groupe thématique «produits forestiers durables». Les participants ont indiqué qu'il conviendrait de souligner comment ces travaux ont contribué et complété les programmes sur les énergies renouvelables mis en œuvre par d'autres parties de la CEE.

Équipe de spécialistes de la gestion de la faune

80. Le Groupe de travail a débattu de la création de cette Équipe de spécialistes et a proposé que son champ d'activité soit mieux défini et peut-être élargi pour inclure des produits autres que forestiers, la mise en valeur des ressources naturelles et le paiement pour les services rendus par les écosystèmes ainsi que la comptabilité environnementale. Le mandat devrait aussi comprendre des références à d'autres questions de la faune telles que les conflits et les dommages particuliers qu'ils causent à la faune, l'interaction entre l'homme et la faune, et la cartographie des habitats de la faune. Il conviendrait de réfléchir en outre à la manière d'étendre le mandat à la diversité biologique. Le titre devrait refléter la totalité du champ d'activité de cette Équipe.

81. S'il y a eu un appui général à l'idée de création de l'Équipe, le Groupe de travail n'est pas parvenu à un accord sur la question et a proposé qu'un débat sur un mandat révisé soit envisagé à la session spéciale.

82. Le Groupe de travail a souligné l'importance de la coopération et de la communication entre équipes. Compte tenu des liens entre les sujets, il est crucial d'identifier les possibilités pour les équipes d'échanger des informations sur leurs travaux.

XII. Questions diverses (point 7 de l'ordre du jour)

83. La date de la prochaine réunion a été examinée. Des participants ont appuyé la possibilité de l'organiser autour de la Journée internationale des forêts (21 mars) et la réunion a demandé au secrétariat d'explorer cette possibilité.

XIII. Élection du Bureau (point 8 de l'ordre du jour)

84. Le Groupe de travail a réélu M^{me} E. Maki-Simola (Finlande) Présidente et MM. A. Mariano (Italie) et J. Hangler (Autriche) Vice-Présidents jusqu'à la fin de la trente-sixième session.

XIV. Adoption du rapport (point 9 de l'ordre du jour)

85. Le Groupe de travail a adopté le rapport à la fin de la session, sur la base du projet établi par le secrétariat. La Présidente a prononcé la clôture de la réunion à 13 heures le 25 avril.

Annexe

Recommandations émanant de l'auto-évaluation du Groupe de travail

Le Groupe de travail a fait les recommandations ci-après au Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE:

Mandat

a) Interventions prioritaires

Réviser le mandat du Groupe de travail, et envisager de revoir les domaines d'activité comme suit:

- Économie forestière et statistiques des forêts, notamment la rentabilité et la compétitivité dans le secteur de la construction;
- Évaluation des ressources forestières;
- Études sur les perspectives;
- Adoption de nouvelles méthodes pour l'analyse économique relative aux forêts;
- Utilisation rationnelle du bois;
- Travaux sur la comptabilité environnementale;

b) Rôle et fonctions

- Précision du rôle et des fonctions du Groupe de travail, en particulier pour éviter le chevauchement des travaux accomplis par différents organes;
- Décider si le Groupe de travail a ou non des fonctions de coordination, de communication et de sensibilisation ou s'il donne des avis techniques. La clarification devrait porter aussi sur le rôle du Groupe de travail par rapport à chaque mandat et le rôle des mandats (par exemple, donner des avis techniques, mettre au point des méthodes, améliorer les concepts et les définitions);
- Procéder à un examen approfondi pour rationaliser le mandat du Groupe de travail et veiller à n'établir qu'un mandat qui contribue directement à la réalisation du Programme de travail et que le secrétariat ait la capacité d'aider à mettre en œuvre;
- Élaborer le mandat en précisant les responsabilités techniques s'agissant des statistiques forestières et de l'industrie forestière (cela permettra une analyse plus approfondie et la suppression de cette question dans le mandat du Groupe de travail).

Questions d'organisation

a) Préparation des réunions du Groupe de travail

- Demander aux délégués des États membres une meilleure préparation, une meilleure coordination (entre spécialistes et entre les niveaux technique et de définition des politiques) et une meilleure communication au niveau national avant et après les réunions du Groupe de travail;

Demander au secrétariat:

- D'élaborer des documents de travail de préférence plus courts et de les rendre disponibles au moins trois ou quatre semaines avant la réunion du Groupe de travail, afin de permettre aux participants de se concerter avec leurs collègues;
- De laisser, en établissant l'ordre du jour, la possibilité aux participants de faire inscrire à l'ordre du jour des questions nouvelles ou des questions d'intérêt;
- De mettre en exergue dans l'ordre du jour les principales questions auxquelles des réponses doivent être apportées durant la réunion du Groupe de travail, pour que les participants puissent mieux se préparer;
- D'établir une liste complète d'abréviations se rapportant aux travaux du Groupe de travail, avec les noms en entier et une brève description, et maintenir la liste à jour.

a) Structure des réunions du Groupe de travail

Demander au secrétariat:

- D'encourager et de faciliter la tenue de tables rondes durant les réunions du Groupe de travail pour stimuler des discussions plus approfondies sur des questions essentielles (celles-ci pouvant être recensées par mandat);
- De prendre davantage d'initiatives comme les «Amis des perspectives», à savoir celles qui rassemblent des experts travaillant sur un sujet particulier au niveau de la CEE pour travailler sur des questions d'intérêt commun;

b) Communication

Demander au secrétariat:

- D'améliorer la communication par des moyens électroniques (c'est-à-dire par le logiciel «live meeting», des séminaires en ligne, des télécommunications vidéo) et examiner comment associer les gens par d'autres moyens;
- D'établir une plate-forme électronique accessible aux délégués avant les réunions du Groupe de travail pour la fourniture de contributions ou de décisions en ligne;

c) Participants

- Encourager les pays à désigner et à envoyer des spécialistes en économie forestière;
- Encourager la spécialisation des correspondants nationaux et la participation de plus d'un participant par pays;
- À cet effet, établir au niveau de la CEE une liste de professionnels de chaque pays avec leurs domaines bien précis de spécialisation;

d) Surveillance et évaluation

- Procéder à une auto-évaluation régulière du Groupe de travail, une fois tous les deux ans, pour adapter le mandat chaque fois que cela s'impose.

Travail avec d'autres organisations et organismes

- Continuer de travailler avec d'autres organisations internationales pour éviter les chevauchements d'activités, en particulier continuer de travailler sur un pied d'égalité avec la FAO, Eurostat et l'Organisation internationale des bois tropicaux,

et se mettre d'accord avec eux sur tous les termes, définitions et méthodes concernant les données statistiques;

- Renforcer la coordination avec d'autres organismes publics des pays participants responsables des statistiques forestières;
- Renforcer la communication avec d'autres secteurs, pour, par exemple, une large diffusion du plan d'action, par l'organisation d'ateliers ouverts et lors de la prochaine réunion du Groupe de travail.

Statistiques

- Renforcer la coordination et la comparaison des données avec d'autres bases de données statistiques.

Perspectives

- Encourager les études sur les perspectives pour l'adoption d'une série simple de scénarios qui puissent être modélisés rapidement et dégager des fonds à cette fin pour que les études soient rapidement menées à bien;
 - Intégrer l'analyse et les changements structurels dans les Études sur les perspectives du secteur forestier en Europe.
-